

VOUS NE POUVEZ PLUS IGNORER ÇA...

# france Observateur

2<sup>e</sup> Année. - N° 599. - Jeudi 26 Octobre 1961

1 N. F.

## LA SURPRISE du congrès



es délégués au XXII<sup>e</sup> Congrès ne s'attendent pas à voir rebondir le conflit soviéto-ais, nous télégraphie de Moscou R. Uboldi, ont vite établi le lien entre ce conflit et aque contre le « groupe antiparti ». aura-t-il maintenant des procès ? Serge et évoque le problème dans son analyse a politique khrouchtchevienne. fin, Claude Cadart fait le point de l'albanaise.

## Planning familial A PARIS



Le vendredi 27 octobre marquera une date dans la jeune histoire du Birth-Control. C'est ce jour-là que sera ouvert, pour la première fois à Paris, un « Centre d'information du Mouvement français pour le planning familial ».

« Planning familial », « maternité heureuse », « contrôle des naissances », ce sont là des notions avec lesquelles le public français, après celui de tant d'autres pays, va pouvoir commencer à ce familiariser.

C'est le problème du droit à la liberté de la conception qui se trouve maintenant posé. (Lire, page 17, l'article de Michel Friedman.)



Y a-t-il eu, lors des manifestations algériennes de la semaine dernière, beaucoup plus de morts que la police ne l'a avoué ?

Les journaux gouvernementaux commencent à parler eux-mêmes des scènes incroyables de violence qui se sont déroulées, cette fois, non pas à Alger, mais à Paris.

Eve Dessarre a vu les Algériens de Nanterre et Henri Kréa, qui est lui-même Algérien, a parlé avec les ouvriers français de Billancourt.

## LA GRÈVE DE M. BURON

# UNIS : CE QU'À VOULU DIRE BEN KHEDDA



**D**ÉPUIS le début de la semaine, le bidonville de Nanterre recommence à vivre. Ce quadrilatère de misère, ravagé de tristesse et d'exactions, a des allures de convalescent.

Quelques rescapés commencent à parler, et l'envoyé de France-Soir les a interrogés : « Je m'appelle Boualia Maffoud. J'ai 27 ans. Je travaillais comme manœuvre spécialisé dans une entreprise de travaux publics. Mardi, je rentrais à Nanterre, mais on m'a arrêté près du Châtelet, puis conduit au commissariat. On m'a battu. On m'a encore battu à Vincennes. Hier matin, à 9 heures, pourtant, on m'a dit : « Tu es libre. » Ce matin, je suis allé à l'hôpital de Puteaux, on m'y a fait ces examens. »

Voici maintenant Mohamed Ben Chenouf : « J'ai 26 ans. J'ai cinq enfants. Je suis manœuvre spécialisé dans une entreprise de travaux publics rue Philippe-de-Girard. J'ai été conduit avec les autres à la porte de Versailles. On m'a battu, bien sûr, mais ni plus ni moins que les autres. C'est seulement hier que l'on m'a dit que je pouvais partir. Je suis retourné travailler ce matin. Quand j'ai expliqué à mon patron que la police m'avait retenu pendant six jours, il m'a débauché. Je ne suis pas le seul. »

Quand on pense que ces citations sont extraites de France-Soir, qui les a d'ailleurs fait disparaître de sa 2<sup>e</sup> édition, on se demande ce qui s'est réellement passé...

Mais voici que même le Figaro s'y est mis. Les gens qui pensent bien n'apprendront pas sans étonnement, en lisant leur journal de lundi, que « les nombreux témoins des manifestations de ces derniers jours ont pu constater que, sauf de très rares exceptions, les manifestants algériens se laissent appréhender sans la moindre résistance. La police ne fait d'ailleurs état d'aucune arme saisie. Or, il résulte de diverses indications précises et portées à notre connaissance, que le nombre de blessés musulmans serait très élevé ».

Dans le Monde, daté du 24 octobre, le directeur d'une usine parisienne écrit :

« J'emploie à longueur d'année cinq ou six travailleurs algériens... Depuis un mois, ils sont successivement tous arrêtés, battus et libérés au bout de trois ou quatre jours. Certains vont voir un médecin et obtiennent des arrêts de travail variant de dix jours à un mois... »

« Hier soir, on a arrêté, à 10 heures du soir, il est vrai, l'un de ces employés, chez moi, depuis quatre ans, dans l'intérieur d'un bar où il buvait un café avec sa femme (...). Je le reverrai sans doute comme tous les autres, le visage tuméfié et les marques de coups sur le corps. »

« J'ai honte... »

## La marche du désespoir

Cela commence par des coups de téléphone, des voix angoissées qui demandent : « C'est pourquoi faire ? », vous conseillent : « Venez en métro ou, à la rigueur, en taxi. Sinon, vous serez malmenée et gardée au commissariat pendant plusieurs heures. » Voilà des précautions élémentaires à prendre, seize ans après le départ des Allemands de France, quand on a envie de savoir pourquoi trente mille hommes se sont mis en marche dans les rues de Paris, pourquoi presque autant de femmes les ont imités, deux jours plus tard.

### Les gardiens de l'ordre

Nous sommes en banlieue, dans une de ces localités où les immeubles neufs poussent comme des champignons. Les occupants ne paraissent pas s'offusquer de la présence, sous leurs fenêtres, de cubes bricolés avec des briques ramassées Dieu sait où, de clapiers confectionnés avec des planches en mauvais état et qui abritent jusqu'à dix personnes.

Devant moi, trois jeunes filles. L'une, dépeignée et en canadienne, s'excuse :

« Je n'ai pas pu me laver, ce matin. Vous comprenez, deux nuits, je couche au bidonville, chez des femmes musulmanes. Elles ont peur de rester seules, depuis qu'on a embarqué leurs époux. » Pourquoi elle n'a pas pu se laver ? Le terrain vague sur lequel sont entassées 250 familles dispose d'un seul point d'eau...

Au cours de la nuit précédente, les harkis ont effectué une descente, battu jusqu'au sang plusieurs hommes, emmené quelques autres et, pour compléter la mesure, brisé le misérable mobilier dans plusieurs « habitations ». Ce matin (1), un car de police a empêché l'entrée du bidonville à la camionnette du laitier qui passe, en principe, une fois par jour. Les gardiens de l'ordre Pont menacé de le rouer de coups s'il vendait du lait aux « ratons ». La jeune fille baisse la tête :

(1) C'est-à-dire le 21-10-61.

Après les manifestations F. L. N.

# AUCUN FRANÇAIS

Le Monde du lendemain relatait qu'à Argenteuil deux cadavres de Nord-Africains avaient été retirés de la Seine, les mains et les jambes liées avec des fils électriques. Et la note qui suivait faisait écho à l'opinion selon laquelle la responsabilité de certaines exécutions sommaires d'Algériens incomberait à la police.

C'est volontairement que je m'abrite derrière toutes ces citations de journaux qui n'ont pas été saisis.

Ce n'est pas qu'à France Observateur, nous manquions de témoignages. J'ai sous les yeux un dossier qui énumère avec précision les noms d'un certain nombre d'Algériens arrêtés depuis deux mois, l'état dans lequel ils furent retrouvés — quand ils le furent. Je viens de recevoir dans les bureaux du journal plusieurs gardiens de la paix, tous anciens résistants, qui sont venus nous raconter spontanément ce qu'ils ont vu des événements de la semaine dernière.

Ce qu'ils racontent dépasse, en horreur, l'imaginable. Les flaques de sang du boulevard Bonne-Nouvelle, les Musulmans couchés sur le pavé de Courbevoie ou de Nanterre, n'ont été que les signes tragiques d'une situation plus ancienne, qui restait enfouie dans l'obscurité où se cachent la plupart des hontes sociales, mais que les manifestations F.L.N. ont révélées. Il faut d'abord savoir que pour un Algérien arrêté, un passage à tabac, même sévère, est une chance extraordinaire : comme me le disait atrocement l'un d'entre eux, pour me raconter comment il « s'en était sorti », « il n'y eut qu'un simple matraquage de routine ».

Il faut aller plus loin. Nos informations nous permettent de poser publiquement un certain nombre de questions.

1° Est-il vrai que, depuis plusieurs semaines, la police met sur le compte des règlements de comptes F.L.N.-M.N.A. des disparitions d'Algériens qui lui sont imputables ?

2° Est-il vrai que certains commissariats de police parisiens sont devenus des lieux comparables aux locaux de la police d'Alger, du temps de Massu ?

« Cela devient infernal pour eux. On n'épargne plus personne. Moi-même, j'ai reçu hier soir quelques coups de matraque pour avoir assisté par hasard à l'embarquement de plusieurs hommes. J'ai vu de mes yeux les épiciers saccagés par les policiers, au cours d'un de leurs raids. »

Par la suite, je m'aperçus qu'elle n'exagérait pas. Les clôtures brisées et les portes défoncées sont là qui témoignent qu'elle a dit vrai.

« Les manifestations ? Evidemment, ils ont marché parce que c'était le mot d'ordre du F.L.N. Mais, ils auraient tenté n'importe quoi, sans directive d'aucune sorte. Tout bonnement, parce qu'ils n'en peuvent plus. Ce ne sont pas seulement les toutes dernières mesures de discrimination raciale, comme le couvre-feu, etc. Depuis leur arrivée en France, ils vivent dans des conditions inimaginables. Dix pour cent seulement des familles disposent d'un logement décent... Et puis, en quittant l'Algérie, ils croyaient en toute sincérité que « les Français de France, ce n'est pas pareil à ceux de chez eux. »

Elle me cite dix cas, comme celui de ce ménage relégué : un camarade de travail parisien de l'homme lui rendit visite, un dimanche. Ensuite, la femme n'en finit plus de raconter avec fierté aux voisins : « Vous voyez bien. De vrais Français viennent chez nous. Nous ne sommes pas des sauvages. »

A présent, ils ne sont plus si sûrs qu'il y ait une différence entre la métropole et l'Algérie. Le racisme en France prend des formes immondes. L'autre jour, pendant des rafles dans la gare Saint-Lazare, de braves citoyens « paisibles et respectables » volaient au secours des policiers, les encourageaient dans leur chasse : « Hé, vas-y là-bas. Y en a encore un qui cherche à se défilier ! »

### « Nous n'avons plus rien à perdre »

« Ça ne peut pas continuer ainsi. Nous n'osons plus nous rendre à notre travail, surtout la nuit. Nous sommes arrêtés à la sortie du chantier ou de l'usine... »

Ceci, je l'ai entendu dix, vingt fois. « Ce n'est plus tenable... » mots qui reviennent comme une obsession, chez les femmes qui commencent par se sauver devant moi, chez les hommes en chandails troués et pantalons de travail. La présence de la jeune fille en canadienne qu'ils connaissent les rassure, petit à petit.

J'entre dans les pauvres chambres où la mère, le père et une ribambelle de gosses dorment ou mangent. Dans trois sur quatre de ces campements, les carreaux manquent aux fenêtres. La plupart ont été brisés, au cours des dernières « ratonnades ». Il va de soi que l'électricité n'est installée nulle part.

Dans le crépuscule qui tombe vite en cette saison — et, ensuite, ce sont les longues heures d'attente angoissée que tant de gens n'ont pas ou ne devraient pas avoir oubliées en France — ils répètent, sans se

3° Est-il vrai que le bilan de la répression civile de la semaine dernière s'élèverait à 25 1 comme le bruit en court dans les milieux infor

4° Pourquoi a-t-on refusé aux journalistes q avaient fait la demande le droit de visiter les c de triage de Vincennes et du Palais des Sports

L'horrible réalité a éclaté aujourd'hui au commissariats de police et hors des camps d nement. Aucun Français ne peut plus déso dire : « Je ne savais pas. Je n'ai pas voulu cel

### La vérité sur les Algériens de France

Aucun Français ne pourra, non plus, di jour : « Je n'avais pas compris. » Les violence cières, les mesures discriminatoires et racist gouvernement, et notamment le couvre-feu dien, ont porté la passion nationale des Alg à son point d'effervescence. L'Algérien de Na ou de Saint-Denis ne peut plus se borner à ap ses sympathies et ses cotisations au F.L.N. ; aussi sortir du ghetto où on l'enferme, ad publiquement son existence, c'est-à-dire sa d l'emprise du F.L.N. sur les Algériens de F c'est, pour l'essentiel, aussi simple que cela. manifestations organisées la semaine dernière maient cette dignité nationale de façon plu tique et plus intelligente que l'abandon à l' nage du terrorisme.

Car elles comportaient aussi un appel à l' Po française, une « main tendue à la gauche » n un militant algérien.

Et ici il faut s'expliquer clairement : d Journal, nous ne sommes pas suspects d'avoir confondu le combat du F.L.N. et celui de la française. Nous l'avons dit quand la questio posée il y a un an. Mais le problème n'est pa ne s'agit pas pour la gauche d'affirmer une rité abstraite ou inconditionnelle avec le F. ne s'agit même pas de réfléchir à long teri

lasser : « C'est intenable. Nous avons partici manifestation, parce que, de toute façon, ça n plus être pire. Quand il fait noir, personne i plus, même pour chercher dix min »

Tous ont des voisins, partis en savates pou acheter un kilo de sel chez l'épicier du coin ne sont plus revenus.

Ils disent : « Maintenant, il ne reste plus qu'à le feu à nos « maisons » et à nous encercler.

C'est l'une de leurs hantises constantes. Par sur le « Centre de triage » de Vincennes, conservent plus le moindre doute. Tous n'y se aussi bien traités que ce malade, souffran ulcère à l'estomac. Il ne devait pas éveiller un picion particulière, puisqu'il logeait dans l' foyers pour Nord-Africains, ouverts par la ture. Après un de ces petits passages à tabac du tout qui précèdent d'ordinaire les vérifi de pièces d'identité, il fut simplement obli coucher pendant une semaine sans couvertu le sol cimenté... Ils ont appris à éviter aut possible les S.A.T. (Section d'assistance tec aux Nord-Africains), car sous cet euphémis se cachent que des commissariats de police.

Un garçon de seize ou dix-sept ans m'a dit, en blanc de rage rentrée : « Qu'on nous renvoie l'Algérie ! » que les Français, là-bas, rentren eux. »





— Pourquoi mâcher les mots ; un très grand nombre de copains se sont réjouis des réactions gouvernementales. L'Algérie, on en a marre. Qu'elle devienne indépendante, que les Français de là-bas reviennent, que les Nord'Af repartent chez eux. Mais s'ils viennent flanquer la pagaille ici, alors tant pis pour eux. A la limite, il existe une réaction hostile aux Nord-Africains qui finit par l'approbation discrète des positions ultra.

— Exact. Ça été la même chose dans mon atelier. C'est le plus jeune qui parle. Je saurai plus tard qu'il a fait son service en Algérie. Il continue :

— On nous a demandé de signer une pétition contre l'attitude de la police. L'atelier s'est coupé en deux ; les responsables syndicaux et les militants d'une part, le grand nombre d'autre part. Pour les premiers, il fallait signer et se solidariser avec les autres travailleurs ; pour les seconds, il faut renvoyer tout le monde chez soi et ne pas chercher à s'entendre avec les Arabes.

C'est au tour du plus vieux ; il s'exprime plus lentement et semble chercher ses mots :

— Oui et non, c'est plus complexe. Les propos que tu rapportes, je les ai entendus aussi. Mais les mêmes types qui disent cela protestent avec énergie lorsqu'un copain nord-africain de leur atelier a été brutalisé. Le racisme est collectif, la solidarité individuelle.

Le jeune reprend :

— Tu as raison. J'ai entendu aussi : « La guerre c'est la guerre ». J'ajouterai que j'ai vu beaucoup de types impressionnés par le courage des Algériens. On les déclare gonflés.

— Moi, je vais vous dire les choses d'une manière crue. Ce racisme de nos camarades vient de leur faux embourgeoisement. Les ouvriers français veulent avoir télé, réfrigérateur et désirent au fond s'identifier aux bourgeois qu'ils ne combattent plus guère. Ils ne se rendent pas compte qu'ils ne réussissent à avoir leur 4 CV qu'au prix d'un travail acharné, du travail de leurs femmes et souvent même de celui de leurs enfants.

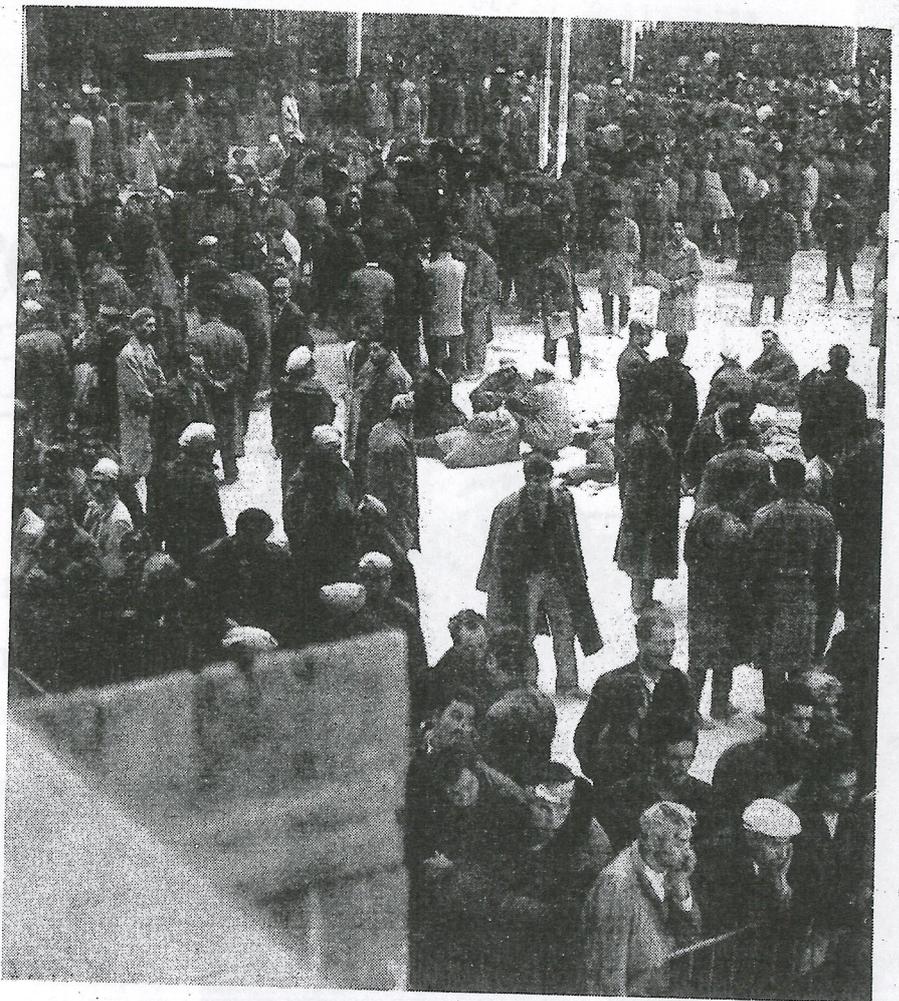
L'ancien reprend la parole. Toujours avec nuance :

— Il ne faut rien oublier. Le sentiment d'insécurité joue vis-à-vis des Algériens. Pour des camarades non formés, la cohabitation au début est difficile. Les attentats créent un climat de gêne. Il y a le sentiment informulé que le départ des Nord-Africains créerait une situation plus saine. Chez un certain nombre, la distinction va plus loin encore : ils admettent la guerre en Algérie, mais pas en France. Bien entendu, tout cela est faux ; mais pourquoi veut-on que les ouvriers français comprennent mieux que d'autres un problème que tous les responsables de toutes les politiques se sont entendus pour masquer.

J'interviens : — Que faire à votre avis ?

C'est le plus jeune. Je sens qu'il est approuvé par les trois autres ; la précision de sa réponse m'étonne un peu :

— Un nouveau 27 octobre ; il faut manifester, descendre dans la rue avec les étudiants, dire que nous voulons la paix. La protestation d'ouvriers français et d'étudiants aurait plus d'audience vis-à-vis de la population parisienne que les manifestations de nos camarades algériens.



LES ALGERIENS AU PALAIS DES SPORTS  
Cela ne vous rappelle rien ?

Nouveau silence, rompu seulement par quelques mots d'un cinquième personnage qui a écouté toute la conversation sans rien dire :

— D'accord avec les autres. Il y a du racisme, il y a un racisme profond. Mais ce n'est pas insoluble à condition que les directions syndicales prennent le problème à bras le corps. Nous ne pouvons plus être

spectateurs. On est toujours le « bicot » d'un autre. Mais si l'on veut réveiller les gens, les faire descendre dans la rue, il faut leur parler un langage compréhensible. Les libertés syndicales, la démocratie, tout cela est lié. Après tout, les Algériens nous ont réveillés.

Henri KREA.

## Une expérience contestée :

# l'opération West-Ford

350 millions d'aiguilles américaines autour de la terre • Les astronomes sont contre • Une législation de l'espace devient nécessaire

Un projet de l'Armée de l'Air américaine, connu sous le nom de projet West-Ford, du nom d'une des deux stations radio participant à l'opération, a été réalisé le 21 octobre dernier lorsque fut lancé, autour du globe, un satellite Midas destiné à semer dans sa course 350 millions d'aiguilles en cuivre. L'anneau ainsi formé constitue une bande métallique capable de réfléchir des signaux radio de faible longueur d'onde (environ 3,75 cm).

Cette expérience, dont on parlait depuis plusieurs mois dans les milieux scientifiques, avait déclenché la vive opposition des astronomes et des radio-astronomes. A leurs objections, les membres du Comité consultatif scientifique de la Maison Blanche ont répliqué par les arguments suivants :

• Les observations radioastronomiques ne sont aucunement menacées par la présence de cet anneau, puisque l'intensité de l'énergie qu'il réfléchit est

inférieure au seuil de sensibilité des récepteurs généralement utilisés.

• Cette remarque vaut également pour les observations optiques : on aurait pu craindre que cette couche d'aiguilles ne fit écran en certains points et n'obscurcisse le ciel. Les savants américains affirment que la partie la plus sombre du ciel ne sera pas ternie de 1 %.

• La présence de l'anneau ne gênera pas le lancement des satellites artificiels. L'anneau ne risque pas non plus, étant donné sa largeur (8 km) et son épaisseur actuelles (4 km), de brouiller leurs émissions à destination du sol.

• Enfin, tout a été minutieusement calculé pour que la présence de l'anneau ne dure pas au-delà d'une période allant de quatre à huit ans.

Que valent les arguments des partisans du projet ? Ils n'ont, en tout cas, pas convaincu leurs adversaires. Tous

les astronomes réunis en congrès par l'Union astronomique internationale, en août dernier, se sont unanimement prononcés contre l'expérience. L'American Astronomic Society, l'Union radio scientifique internationale ont fait chorus.

S'il est possible, déclarent les astronomes, que l'anneau ne menace pas directement les observations radioastronomiques, il risque, au voisinage de la fréquence réfléchie, sinon de les brouiller, du moins de les « parasiter ». Par contre, les experts sont d'accord pour estimer que l'anneau n'obscurcira pas le ciel : au contraire, ses aiguilles, constituant un milieu trouble, diffuseront la lumière et ajouteront à la brillance naturelle du ciel 2/10<sup>e</sup> de magnitude par degré carré.

Autre point soulevé par sir Bernard Lowel, directeur de l'observatoire de Jodrell Bank : la moindre erreur dans le lancement suffira à maintenir les

aiguilles en orbite plusieurs siècles au lieu de huit ans. De plus, remarque M. Piganol, elles peuvent très bien se disperser autrement que prévu et l'anneau ne pas avoir les dimensions calculées. Quelles seraient alors les conséquences de ces perturbations ?

### L'opinion de M. Schatzman

Aussi avons-nous demandé à M. Evry Schatzman, directeur de l'Institut d'Astrophysique de l'observatoire de Paris, de nous donner son avis sur l'expérience.

« L'expérience est, à mon sens, une grande imprudence. Sans aller jusqu'à la condamner dans les termes de Hoyle, qui a parlé « de crime », c'est une imprudence dans la mesure où elle peut, par ses conséquences, entraîner une certaine pollution incontrôlable de